

Question présentée par la députée :

M^{me} Joëlle Fiss

Date de dépôt : 3 mars 2021

Question écrite

Installation du KAICIID à Genève et signature d'un protocole d'accord ?

Suite à un vote de la chambre basse du Parlement autrichien qui a appelé à sa fermeture à Vienne en 2019¹, le Centre du roi Abdallah Ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel (KAICIID²) vise à s'installer prochainement à Genève pour promouvoir son travail³.

Financé par le gouvernement saoudien, le KAICIID a le statut d'organisation intergouvernementale où d'autres Etats signataires sont associés (tels que l'Espagne et l'Autriche ou le Vatican qui y siège comme observateur).

Ce serait une bonne opportunité pour la Genève internationale d'accueillir cette organisation, qui pourrait placer le canton au cœur du travail pour la réconciliation entre les peuples et le dialogue interreligieux et interculturel. Le centre pourrait jouer un rôle constructif placé au cœur du canton et des organisations internationales.

Or, l'ironie n'échappe à personne : l'Arabie saoudite continue à avoir un bilan néfaste en matière des droits humains fondamentaux⁴ – et en particulier dans le domaine d'expertise du centre : la liberté de religion ou de conscience.

¹ <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/En-Autriche-centre-saoudien-dialogue-menace-fermeture-2019-06-14-1201028868>

² <https://www.kaiciid.org>

³ <https://www.vindobona.org/article/human-rights-violations-king-abdullah-center-moves-from-vienna-to-geneva>

⁴ <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/saudi-arabia>

Si le KAICIID peut être, au regard de certains, un instrument de relations publiques pour améliorer l'image du Royaume, il n'empêche que ses projets pourraient permettre de potentielles avancées. En guide d'exemple, certaines réformes des manuels scolaires saoudiens, qui ont effacé de nombreux contenus répréhensibles⁵, donnent une lueur d'espoir même s'il y a beaucoup de réformes à faire et des prisonniers de conscience à libérer⁶.

A ce titre, le Conseil d'Etat est invité à répondre aux questions suivantes :

1. *Est-ce qu'il a été confirmé que le KAICIID s'installera bel et bien à Genève après son départ précipité de Vienne ?*
2. *Le Conseil d'Etat, à travers son service du protocole qui veille à garantir un accueil de qualité aux organisations internationales, peut-il négocier un mémorandum d'entente (ou protocole d'accord), appelant les Saoudiens à s'engager à des réformes en matière de liberté de conscience, afin de maximiser le succès et le prestige de KAICIID qui dépendra aussi des réformes continues en Arabie saoudite ?*
3. *Afin d'éviter les controverses produites à Vienne⁷, et d'encourager le soutien de l'opinion publique genevoise, ce mémorandum peut-il expliciter que le KAICIID respectera pleinement la liberté de religion ou de conscience sur sol suisse ?*

Qu'il en soit d'ores et déjà remercié.

⁵ Par exemple, des passages misogynes, une section sur la sodomie soutenant la peine capitale pour les relations homosexuelles, des passages diaboliques sur les juifs et leur aspiration à la domination du monde – ainsi que le discours contre les chrétiens et les chiïtes, selon le *Washington Post* du 30 janvier 2021, « Saudi Arabia has been scrubbing its textbooks of anti-Semitic and misogynistic passages ».

⁶ Par exemple, ceux-ci qui avaient été arrêtés ces dernières années en raison de leurs (libres) opinions : Raif Badawi, Samar Badawi, Alaa Brinji, Ashraf Fayadh, Sheik Hassan Farhan Al-Maliki, Ahmed Al Shamri, Ponnam Shankar.

⁷ <https://www.lapresse.ca/international/europe/201211/26/01-4597930-un-centre-interreligieux-controverse-inaugure-a-vienne.php>